



**CONFÉRENCE CANADIENNE  
DES ARTS**

---

**CANADIAN CONFERENCE  
OF THE ARTS**

---

**Mieux positionner les arts  
et la culture :**

**En avons-nous la volonté?**

**RAPPORT SUR LES FORUMS RÉGIONAUX 2008  
DE LA CCA**

## RAPPORT SUR LES FORUMS RÉGIONAUX 2008 DE LA CCA

1. Introduction
2. Contexte des consultations
3. Les consensus:
  - a. L'état de la situation
  - b. Les priorités immédiates
  - c. Les besoins du milieu
  - d. Les attentes à l'égard de la CCA
  - e. Les instruments nécessaires pour répondre aux besoins
4. Conclusion

## 1. Introduction

En mars 2008, le Conseil d'administration de la Conférence canadienne des arts (CCA) décidait de lancer une réflexion sur la capacité actuelle du milieu des arts, de la culture et du patrimoine au pays de contribuer pleinement au développement de politiques fédérales favorables à sa santé et à sa croissance.

Le but de cette consultation était de provoquer une réflexion stratégique sur le secteur du point de vue du positionnement des arts et de la culture dans le débat public national et de faire un constat de l'état actuel des choses. Appuyée sur une recherche originale, la démarche devait comprendre une série de Forums régionaux à travers le pays, menant à une conférence de stratégie culturelle au printemps de 2009 dans le cadre des Événements Chalmers.

En préparation des Forums régionaux, la CCA a publié en octobre 2008 deux rapports d'étude réalisés au cours des mois précédents. Le premier, intitulé *Plaider de la même voix pour les arts: une perspective internationale*<sup>1</sup>, examine comment dans d'autres pays, on s'organise pour inscrire au débat public les enjeux touchant aux arts et à la culture. Le rapport analyse quatre cas où le secteur arts et culture a réussi à développer une approche coordonnée et collaborative des différentes organisations afin de promouvoir la cause des arts auprès des décideurs publics.

La seconde étude, intitulée, *Les effets des réformes administratives sur les activités des organismes de représentation des intérêts*<sup>2</sup>, se penche sur l'impact que les réformes dans l'administration publique des vingt dernières années au Canada ont eu sur le secteur bénévole et à but non-lucratif en général et sur le secteur arts et culture en particulier. Le rapport passe en revue comment trois autres secteurs d'activité opèrent dans le nouvel environnement canadien et quelles leçons le secteur culturel pourrait tirer de ces exemples. Ces deux documents sont disponibles gratuitement sur le site de la CCA<sup>3</sup>.

Entre le 17 octobre et le 5 décembre la CCA a tenu une série de 14 forums régionaux dans les villes suivantes: Ottawa, Vancouver, Edmonton, Calgary, Regina, Montréal, Toronto, Winnipeg, Saskatoon, Halifax, St. John's, Moncton, Charlottetown, and Fredericton.

L'agenda de ces forums s'articulait autour des questions suivantes:

---

<sup>1</sup> *Plaider de la même voix pour les arts: une perspective internationale*, Rapport de recherche par Alexandra Slaby, Professeure associée, Université de Caen (octobre 2008)

<sup>2</sup> *Les effets des réformes administratives sur les activités des organismes de représentation des intérêts*, Recherche de Pierre-André Hudon, en collaboration avec le Centre de gouvernance de l'Université d'Ottawa, septembre 2008.

<sup>3</sup> <http://www.ccarts.ca/Documentsdereflexion.htm>

- Dans quel climat socio-politique le secteur des arts et de la culture au pays évolue-t-il? Comment pouvons-nous mieux travailler ensemble, de l'intérieur comme à l'extérieur du secteur à proprement parler, pour mieux positionner arts et culture sur l'agenda des décideurs?
- Du point de vue de l'ensemble du secteur, quelles devraient être les priorités des deux ou trois prochaines années?
- Quels sont les instruments nécessaires pour réaliser ces priorités?

## **2. Contexte de la consultation**

Les forums régionaux ont eu lieu dans la foulée d'événements que personne n'aurait pu prévoir six mois plus tôt et qui ont contribué à rendre particulièrement pertinente la consultation lancée par la CCA.

La campagne électorale menant au scrutin fédéral du 14 octobre 2008 et les semaines qui en ont précédé le déclenchement ont en effet créé un contexte inattendu pour les forums régionaux. L'annonce au cours du mois d'août d'une série de réductions budgétaires affectant le secteur des arts et la culture; la façon dont ces réductions ont été annoncées, la mobilisation qu'elles ont provoquée et le débat public qui s'en est suivi durant toute la campagne; finalement, l'impact apparent que toute cette controverse a eu sur les résultats de l'élection ont donné un relief tout particulier au thème choisi par la CCA.

De plus, l'émergence progressive au cours de l'automne d'une importante crise économique internationale a accentué le sentiment d'urgence pour le secteur de tenter de résoudre certains des défis auxquels il fait face depuis longtemps dans son objectif de mieux positionner, à court comme à long terme, ses enjeux fondamentaux auprès du public et des hommes politiques.

## **3. Les principaux consensus**

Plus de 430 personnes ont participé aux Forums régionaux. La composition de chaque groupe a différé, ce qui a permis d'entendre les opinions et les préoccupations d'artistes, de professionnels de la culture, de leaders d'organisations et bien d'autres encore, dans toutes les disciplines et toutes les régions du pays à l'exception des Territoires. Chaque session a varié quelque peu selon les intérêts du groupe présent, mais de l'ensemble des échanges se dégagent une série de consensus importants.

Certains diront qu'il y a peu de choses nouvelles dans ces consensus, le secteur étant apparemment condamné comme Sisyphe, à pousser éternellement le même rocher. Il est vrai qu'il y a beaucoup de déjà vu dans le constat présenté

ici, mais il se dégage de ces consultations un désir réel de saisir l'occasion présentée par les derniers mois et de chercher une façon de mieux travailler ensemble pour changer les choses. *Si cette volonté est réelle*, il reste à déterminer comment la concrétiser dans l'action.

Déoulant d'une large discussion sur l'état actuel des choses, les participants aux forums ont identifié une série de priorités auxquelles il importe de s'attaquer collectivement. Le résumé de ces priorités ci-après précède une liste des besoins du secteur en général, une revue des attentes à l'égard de la CCA et l'identification des outils que le secteur doit se donner s'il a vraiment l'intention de travailler à les atteindre.

### a) L'état actuel des choses

- i. Économie: l'environnement économique actuel tant au pays que sur la scène internationale présente des défis et des occasions inhabituelles pour le secteur des arts et de la culture. Les temps sont à investir dans la créativité tout en assurant le passage à l'économie post-industrielle. Le secteur culturel est au coeur de l'économie créative et peut faire valoir des arguments convaincants auprès des décideurs. Comment peut-il le faire le plus efficacement possible?
- ii. Image: Tout le monde est d'accord : le secteur a des problèmes d'image. Pour trop de nos concitoyens, arts et culture sont un produit de luxe, le fait des élites urbaines. Les artistes, pour plusieurs, sont des quémandeurs jamais satisfaits des largesses gouvernementales. C'est pourquoi en période de restrictions budgétaires, que ce soit à la commission scolaire, à la ville ou aux niveaux supérieurs de gouvernement, les budgets arts et culture sont les premiers visés par les compressions et les derniers à profiter des années fastes.

Une campagne de relation publique et une plus grande prudence dans la façon dont nous intervenons dans le débat public sont certaines des solutions à court terme souvent soulevées au cours des forums. Il n'y a pas de doute que peu de gens ont conscience de comment la création artistique moule leur vie quotidienne, de la musique qu'ils écoutent à la forme de leur tasse à café favorite.

Encore moins savent la contribution sociale des artistes et des travailleurs du secteur culturel, non seulement en termes économiques, mais en terme de santé, de réhabilitation, d'enseignement, de valorisation personnelle, d'intégration sociale et quoi encore. Des campagnes systématiques d'information pourraient sans doute aider à moyen terme à

corriger l'image parasitaire que certains ont des artistes. Mais la racine du problème est plus profonde.

- iii. Éducation: Presque tout le monde est d'accord pour dire qu'un repositionnement des arts et de la culture dans la société canadienne doit s'appuyer sur une stratégie à long terme qui passe par les systèmes d'éducation. Mais ce n'est pas tout d'inscrire la formation artistique et l'appréciation des diverses expressions artistiques au curriculum de toutes les écoles primaires et secondaires dans chacune des treize juridictions concernées, ce qui en soi est déjà tout un défi! Encore faut-il rendre la chose économiquement viable en développant des stratégies de formation et de recrutement des enseignants qui permettent aux commissions scolaires d'offrir cette formation à nos enfants.

Il est généralement reconnu que les choses importantes sont rarement urgentes, mais si on veut un jour voir le repositionnement souhaité dans l'esprit de nos concitoyens, il y aurait une certaine urgence à penser long-terme!

- iv. Un problème de dispersion: Le secteur des arts et de la culture à travers tout le pays est remarquablement présent et vigoureux en dépit des défis auxquels il fait face. Il s'est doté d'un très grand nombre d'organisations de service pour satisfaire à des besoins de plus en plus diversifiés. Au niveau local, provincial et fédéral, on ne compte plus les organismes de tous genres, dans chaque discipline, chacune des disciplines ayant ses organismes parapluie par groupe linguistique ou par régions, etc.

Ceci étant dit, peu d'organisations ont les moyens suffisants pour pousser leurs intérêts propres et la plupart sont en mode réactif sur tous les fronts. Dans cette dispersion d'efforts, avec cette multiplicité d'intérêts particuliers et la fragmentation des messages, il devient difficile d'identifier les intérêts communs et de travailler à leur avancement. Les participants aux forums ont été unanimes sur un besoin de plus d'unité si le secteur dans son ensemble veut que sa diversité s'épanouisse pleinement.

- v. Coordination à tous les niveaux: Les leçons apprises des quatre organisations étudiées en préparation pour les forums font l'objet d'un accord général. Ce n'est pas uniquement sur la colline parlementaire d'Ottawa qu'on doit concentrer ses efforts. Le repositionnement du secteur commence dans sa communauté et doit percoler dans tous les niveaux de juridiction. Au niveau des municipalités, on trouve quelques organismes multidisciplinaires dans quelques grands centres urbains et on peut compter sur les réseaux des Arts et la Ville et de Villes Créatives. Côté provincial, la Saskatchewan et le Québec font exception dans leurs capacité d'identifier les intérêts communs et élaborer des stratégies et des actions coordonnées.

À l'échelle nationale, le secteur ne semble pas avoir les moyens d'une coordination plus vaste autour d'enjeux communs ou à plus long terme. Ici et là, des coalitions se font et se défont selon les enjeux du moment. D'autres, sous-sectorielles, poursuivent une activité plus soutenue autour d'enjeux plus permanents mais rarement globaux. Au niveau fédéral, la CCA est le seul organisme multidisciplinaire au service du secteur des arts et de la culture, mais elle n'a certainement pas actuellement les moyens pour répondre aux attentes qu'on a à son égard.

Globalement, le secteur des arts et de la culture a besoin de mécanismes qui vont mener à une identification des intérêts communs prioritaires et au développement d'un message efficace. Il faut surmonter les défis que posent la géographie, la langue, la multiplicité des juridictions, les régionalismes, les territorialités et parfois, il faut bien le dire, les personnalités.

- vi. Information: L'accord est unanime: le secteur manque des données et des analyses nécessaires pour avancer sur une base factuelle les enjeux qui lui sont essentiels. La recherche qui se fait actuellement dans les universités, les agences gouvernementales, les tribunaux administratifs, etc. est toute compartimentée et rarement axée sur l'action. Quant à celle que peuvent se payer certains groupes d'intérêt du secteur, elle répond le plus souvent à des besoins spécifiques et ponctuels. Au total la recherche qui a lieu se fait sans coordination et reste pour la plupart du temps difficile d'accès, même quand on connaît son existence. Et de façon plus fondamentale, le secteur manque des données statistiques de base, résultat de plusieurs années de réductions budgétaires à Statistiques Canada.

## **b) Les priorités actuelles**

La deuxième question soulevée au cours des Forums régionaux visait à établir les priorités du secteur en général et de la CCA en particulier. Répondre à l'ampleur et à la variété des priorités soulevées au cours de la consultation ne peut être le fait d'un seul organisme. Il est évident qu'il faut faire consensus sur un petit nombre de priorités communes et travailler de façon coordonnée à les poursuivre.

- i. L'économie créative: Il n'est pas étonnant de constater que la préoccupation première est de voir comment le secteur arts et culture va être affecté par la crise économique actuelle. Comment convaincre les décideurs politiques qu'il est sage et profitable d'investir dans le secteur? Verrons-nous les gouvernements réduire ces investissements au profit d'industries en déclin

ou pour minimiser les déficits budgétaires? Comment bien positionner le secteur arts et culture dans la transition vers l'économie créative?

À ce chapitre, les réductions récentes, particulièrement en ce qui concerne le développement des marchés à l'étranger et la création dans les nouveaux médias, ont été soulevées dans chacune des 14 villes visitées. Il n'est pas surprenant que l'investissement public dans le secteur arts et culture reste la priorité des priorités. On note en passant que les participants appuient l'approche "économie créative" adoptée par la CCA depuis deux ans.

Les autres priorités identifiées le plus souvent concernent le statut socio-économique des artistes et des créateurs et le droit d'auteur.

- ii. Le rôle du gouvernement fédéral : La santé économique s'appuie sur ce qui a été identifié comme une autre priorité du secteur et de la CCA, à savoir réaffirmer les responsabilités importantes que le gouvernement fédéral a à l'égard des arts et de la culture. Compte tenu du silence quasi total de la Constitution à l'égard des arts et de la culture, plusieurs s'inquiètent de la possibilité qu'Ottawa décide que ce secteur n'est pas dans ses priorités et que ces responsabilités soient dévolues aux provinces

### **c) Les besoins du secteur**

On l'a déjà dit, le premier besoin identifié dans la foulée des événements des derniers mois est d'explorer comment le secteur peut mieux se coordonner pour participer de façon efficace aux décisions prises à son égard par le gouvernement fédéral et par les autres paliers de gouvernement. Le corollaire de cet objectif est d'améliorer l'image des artistes et travailleurs culturels au sein de la société canadienne.

- i. Identifier les objectifs communs: Partout on souhaite briser les silos qui isolent les uns des autres et se donner les mécanismes nécessaires pour identifier les objectifs communs.
- ii. Des arguments basés sur des faits: Il faut avoir les faits, les statistiques et les études nécessaires pour appuyer sur une argumentation autant factuelle que de principe les positions mises de l'avant.
- iii. Des stratégies: À peu près partout on a identifié ou reconnu l'importance de développer des stratégies coordonnées à partir d'un message commun sur les objectifs communs. Il ne s'agit pas d'avoir une seule voix au sens d'un porte-parole unique. L'exemple d'un chœur à plusieurs voix a souvent été cité. Autre point: savoir choisir les porte-parole avec soin pour éviter les



dérapages, étant entendu par ailleurs qu'il n'est pas possible de contrôler tout le monde!

- iv. Des alliés: Autre point de base pour le succès, aller chercher des appuis dans d'autres secteurs de la société. Il faut développer davantage les liens avec les chambres de commerce, le monde des affaires, les institutions d'enseignement, les services de santé et autres secteurs dans lesquels les arts et les artistes font une contribution importante. On reconnaît que l'appui d'un porte-parole de ces secteurs a généralement plus de poids auprès de la population et des décideurs que les propos d'un d'entre nous.
- v. De la formation: On réclame des outils et de la formation pour communiquer plus efficacement auprès des décideurs.

Une autre priorité du secteur: on se préoccupe du vieillissement des cadres actuels et de la relève. On désire plus de formation pour les créateurs et pour les professionnels et les leaders de demain.

#### **d) Les attentes à l'égard de la CCA**

- i. La représentation des intérêts: On apprécie les outils que la CCA met à la disposition de ses membres lors des campagnes électorales mais on voudrait qu'elle fournisse plus d'outils de communication et de formation sur la façon de défendre les intérêts auprès des décideurs de tous les niveaux.

La distinction que la CCA fait entre "lobby" et "advocacy" crée une certaine ambiguïté pour ceux qui comptent sur elle pour défendre leurs intérêts à Ottawa. On reconnaît que comme organisme ayant statut d'oeuvre de bienfaisance et dont une part importante de revenu vient d'un accord de contribution avec le gouvernement fédéral, la CCA ne peut agir comme un lobbyist à plein temps, même si elle en avait les ressources. Certains croient que la CCA pourrait jouer le rôle de lobbyist national si elle devenait indépendante de tout appui gouvernemental. D'autres croient que le statut actuel de la CCA est préférable et que l'organisation d'activités collectives de lobby doit se faire autrement.

On s'interroge fréquemment sur les rôles respectifs de la CCA et de la Coalition canadienne des arts en ce qui concerne le leadership dont le secteur a besoin pour être plus efficace. Comme membre de la Coalition, la CCA a participé au cours des derniers mois à une réflexion parallèle sur l'avenir et le rôle de la Coalition elle-même.

Quoi qu'il en soit, partout on désire plus de coordination avec les autres composantes du secteur culturel et on s'attend à ce qu'au minimum, la CCA joue son traditionnel rôle de catalyste afin d'identifier les moyens

nécessaires pour que le secteur devienne plus unifié et efficace dans l'identification et la promotion des intérêts communs.

- ii. Le forum national: Tous voient la communication, le dialogue et le débat au centre de la mission de la CCA. On reconnaît le rôle premier de la CCA comme grand rassembleur national. Ce rôle se concrétise de diverses façons qui vont des conférences nationales et des meetings régionaux aux appels conférence et aux nouveaux instruments de communication qu'offre l'internet.
- iii. L'agence d'information et de recherche: On se tourne naturellement vers la CCA pour qu'elle fournisse l'information et la recherche nécessaire à la représentation des enjeux du secteur auprès des décideurs. On accueille favorablement le développement des partenariats entre la CCA et les universités et on se réjouit de la présence de la CCA au sein des comités consultatifs de Statistiques Canada sur les statistiques culturelles et les industries de service.
- iv. L'implication des membres : On s'attend à ce que la CCA soit en contact continu avec ses différentes composantes et assure entre elles un flot soutenu d'information. Il est important d'impliquer et d'engager les constituantes. On souligne que tout en restant concentrée sur ce qui se passe au niveau fédéral, la CCA devrait explorer comment développer des liens aux niveaux provinciaux et municipaux.

#### **e) Certaines conditions de succès**

- i. Faire un inventaire général des ressources : Une première étape vers une plus grande coordination consiste à faire un inventaire du secteur des arts et de la culture au pays. Cela permettrait de savoir qui fait quoi au chapitre du développement de politiques culturelles et de la représentation des intérêts. Il faut déterminer où sont les failles et voir si on peut mettre en commun les ressources et coordonner les efforts.
- ii. Être inclusifs: Là-dessus, l'accord est quasi unanime: il faut utiliser une définition large du secteur arts et culture en y incluant le patrimoine et des activités comme le design ou d'autres activités à but essentiellement lucratif. Il ne faut par ailleurs pas tomber dans le piège de définir la culture d'une façon si large qu'elle soit éloignée des vrais enjeux du secteur.
- iii. Créer des partenariats: On l'a dit, le premier besoin identifié est d'assurer une plus grande cohésion à l'intérieur même du secteur arts et culture. Cela fait, on pourra développer autour de stratégies communes des partenariats avec les autres groupes de concitoyens qui ont partie prenante avec les arts et la culture (éducation, les affaires, la santé, le

commerce, l'environnement, etc.) et qui sont susceptibles d'aider au positionnement d'enjeux communs sur l'ordre du jour politique.

- iv. Concilier les impératifs à court et à long terme: Une préoccupation maintes fois mentionnée au cours de la consultation concerne le défi de profiter du contexte actuel pour s'organiser pour le long terme tout en restant vigilants sur les enjeux à très court terme. Le milieu a-t-il les moyens de ses ambitions? Comment peut-on procéder de façon efficace à l'intérieur des ressources actuelles?

#### **4. Conclusion**

Compte tenu de sa nature et de sa mission, on s'attend à ce que la CCA poursuive le travail de réflexion amorcé au cours des Forums régionaux. On souhaite que le secteur puisse bénéficier des événements des derniers mois et cherche à se donner les moyens dont il a besoin pour mieux se coordonner dans la poursuite de ses intérêts et de ceux de la société canadienne.

Le milieu a de toute évidence besoin d'un leadership mieux articulé pour la poursuite des intérêts communs. La CCA s'engage à contribuer activement à toutes les discussions ou processus nécessaires pour l'établissement des consensus et des stratégies à long terme pour l'atteinte de ces intérêts communs.